



Une fois de plus, négociations inexistantes

Cette année, les organisations syndicales de l'ensemble du groupe Centre France avaient décidé de centrer leurs demandes dans le cadre des NAO (**Négociations Annuelles Obligatoires**) sur l'augmentation générale des salaires. Ces derniers sont gelés depuis huit ans ce qui, au gré de l'inflation, représente une érosion continue du pouvoir d'achat des salarié.e.s; **sachant que le SMIC a augmenté de 10% depuis 2014.**

Face au refus total de la direction concernant notre demande initiale de +4,5% (la DRH nous ayant indiqué qu'aucune augmentation n'avait été envisagée), nous avons réduit notre demande à 2,9% (correspondant au taux de l'inflation en janvier 2022). Nous avons alors essuyé un nouveau refus absolu : « **ce sera 1% ou rien** ». La DRH précise que cela correspond à une enveloppe de 700.000 euros pour l'ensemble du groupe et qu'il n'est pas possible de mettre plus.

Les syndicats de La Montagne (CGT, FO, SNJ) protestent donc contre cette situation de blocage et précisent que « demander l'augmentation des salaires en regard du coût de la vie est légitime. Nous ne faisons pas l'aumône et c'est pourtant la désagréable impression que nous donne cette proposition **d'augmentation de seulement 1%** ».

Cette proposition non discutable intervient alors que les multiples autres négociations lancées par la direction tirent vers le bas. Nous assistons à une dégradation de nos conditions de travail et, pour certains métiers, à des reculs importants avec la nouvelle grille de salaires.

A l'imprimerie, le plan Prim a été signé dans la douleur, le 20 janvier dernier, avec notamment **43 emplois supprimés sur 110 et les départs** échelonnés sur l'année 2022.

Mais cette baisse d'effectif alourdit d'ores et déjà le travail des personnels restants. Qu'il s'agisse du plan PRIM ou de la RCC (**Rupture Conventiionnelle Collective**), les syndicats ont consenti à signer dans le seul but de permettre le départ volontaire de certains salariés concernés.

L'impossible négociation de ces NAO est une nouvelle illustration de la difficulté du dialogue social qui existe depuis quelques années à La Montagne et au sein du groupe Centre France. Elle est en partie responsable de la démotivation de plus en plus de salarié.e.s qui sont d'autant plus déçu.e.s après les nombreux efforts fournis pour qu'une production de qualité soit maintenue pendant la longue et difficile période de la crise sanitaire, permettant ainsi le bon fonctionnement de l'entreprise. Ils ont aujourd'hui le sentiment de n'avoir aucune reconnaissance de cet engagement et des efforts fournis au service du collectif.

Parallèlement, dans plusieurs services, l'analyse réalisée par le cabinet Secafi a mis en évidence des risques psycho-sociaux et une surcharge de travail importante.

Nos experts de Secafi, nous indiquent également qu'une **augmentation de 2,9% est possible au regard des résultats 2021.**

Dans ces conditions, il est donc de plus en plus difficile pour les syndicats de défendre correctement les intérêts des salarié.e.s. Si la direction continue de refuser toute négociation, nous envisagerons alors un appel à la mobilisation générale.